

Réforme territoriale : décentraliser pour casser les services publics !

Article publié dans L'Anticapitaliste du 23 janvier 2014



[http://npa2009.org/content/reforme-territoriale-decentraliser-pour-casser-les-s
ervices-publics](http://npa2009.org/content/reforme-territoriale-decentraliser-pour-casser-les-services-publics)

Pour financer les cadeaux au patronat tout en diminuant le déficit public, le gouvernement est déterminé à couper drastiquement dans les dépenses publiques...

Le budget 2014 prévoit 15 milliards de coupes, et Hollande en annonce 18 milliards en 2015 et 2016, 17 milliards en 2017. Les réductions des dépenses de fonctionnement et autres « petites économies » ne suffiront pas : Hollande doit désormais engager des réformes structurelles pour tailler dans le vif.

Il compte pour cela lancer une réforme territoriale en avril-mai prolongeant « l'acte III de la décentralisation » de 2013 qui a notamment abouti à la création de « métropoles » concentrant moyens et pouvoirs. Cette loi ne pourra que renforcer le processus de « métropolisation », décrit par le chercheur Christophe Guilluy, qui oppose une France périphérique délaissée (où prospère le FN), où les services publics ferment les uns après les autres, à une France métropolitaine où cohabite (sans se mélanger) les catégories supérieures et des immigréEs paupériséEs.

Par ici les enveloppes...

Hollande veut revoir la carte des régions et des départements. S'inscrivant dans les pas de la commission Balladur de 2009, il veut réduire le nombre de régions à une quinzaine (au lieu de 22 en métropole aujourd'hui) et dissoudre certains départements (par exemple ceux de la petite couronne parisienne) dans les nouvelles métropoles.

Pour que cela se fasse, Hollande distribuera des enveloppes aux éluEs dociles : « *les régions qui se regrouperont bénéficieront d'un bonus dans le calcul des dotations de l'État* » (discours de Hollande à Tulle le 18 janvier). *A contrario*, les collectivités qui n'accepteront pas de réduire l'emploi et les services publics seront financièrement pénalisées. Des administrations, et donc des emplois publics, pourront ainsi être liquidés. Cette réforme sera aussi l'occasion de restructurer (« mutualiser » les

services), de renforcer le management par le stress et autres techniques sordides pour faire plus avec moins de personnel.

Hollande ne veut pas « simplement » fusionner les régions : « *Les régions se verront confier (...) de nouvelles responsabilités et seront même dotées d'un pouvoir réglementaire local d'adaptation* » (conférence de presse du 16 janvier). Les super-régions, sur le modèle des länder allemands, pourront ainsi adapter la loi en fonction des besoins locaux. Au nom de la « démocratie locale », on permettra ainsi à des notables de passer outre les rigidités de la loi pour mieux répondre aux exigences des capitalistes. Cela parachèvera « l'œuvre » entamée par Deferre en 1982, puis par Raffarin en 2002-2004, pour « moderniser » les institutions.

Gaston Lefranc, le 24 janvier 2014